Liberté de la presse en 2026 : la Guinée continue sa chute dans le classement mondial RSF

30 avril 2026 à 19h 37 - ALPHA OUMAR BALDÉ

Ce jeudi 30 avril 2026, Reporters Sans Frontières (RSF) a publié son classement mondial de la liberté de la presse. Le constat dans le monde montre que la moitié des pays entrent désormais dans les catégories "difficile" ou "très sérieux" pour la liberté de la presse. La Guinée pour sa part poursuit sa chute et perd encore 8 places. Sur 180 pays, elle se classe désormais 111ème, avec un score de 48,45 points sur 100, dans la catégorie « Difficile ». En trois ans, le pays a reculé de 33 positions.

Le classement mondial 2026 de Reporters sans frontières / Reporters Without Borders / RSF, publié ce jeudi, confirme une situation préoccupante : la Guinée a perdu 8 places depuis le classement de 2025. Ce recul de 33 places en trois ans traduit une dégradation progressive de l'environnement médiatique dans le pays. Sur le terrain, les conditions d'exercice de la profession se sont durcies : des médias privés fermés (Espace, Djoma, Fim, Kaback TV…), des sanctions contre des journalistes, des pressions économiques sur les rédactions… un cocktail molotov qui rend le métier d'informer en Guinée plus contraignant, parfois risqué.

Mais avant, qu'est-ce que le classement RSF ?

C'est une évaluation faite par l'organisation Reporters sans frontières (RSF) sur les conditions dans lesquelles les journalistes exercent leur métier dans 180 pays. Le classement concerne l'année civile précédant sa publication. Toutefois, il est réputé vrai au moment de sa publication ; car lorsque la situation de la liberté de la presse évolue drastiquement dans certains pays entre la fin de l'année évaluée et la publication, les données sont actualisées pour prendre en compte les événements les plus récents possible.

L'évaluation de RSF porte sur cinq dimensions ou indicateurs : le contexte politique, le cadre légal, le contexte économique, le contexte socioculturel et la sécurité. Ces indicateurs permettent d'appréhender la liberté de la presse sur un territoire dans sa complexité. Chaque pays reçoit un score entre 0 et 100. Un haut degré de liberté de la presse est associé à un score élevé, et inversement.

Le score est calculé sur la base de deux éléments : un relevé quantitatif des exactions commises envers les médias et les professionnels des médias dans l'exercice de leurs fonctions ; et une analyse qualitative de la situation de chaque pays, mesurée au travers des réponses de spécialistes de la liberté de la presse (journalistes, chercheurs, universitaires, défenseurs des droits humains…) à un questionnaire proposé par RSF en 25 langues .

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés

Cette année, pour la première fois, plus de la moitié des pays du monde sont classés en situation « difficile » ou « très grave ». Sur 180 pays, 100 voient leur score baisser. La liberté de la presse est au plus bas depuis 25 ans, selon RSF.

La Guinée en chute continue

Comme les autres pays, la Guinée n'échappe pas à cette tendance. Dans son cas, la situation est même grave car son recul est l'un des plus marqués de la sous-région sur trois ans. De la 78ème place en 2024 dans la catégorie de situation « *plutôt bonne* », elle se retrouve 111ème, dans la catégorie de situation désormais « *difficile* ».

Cette dégringolade du pays dans le classement peut s'expliquer par un effondrement simultané de deux piliers : le cadre politique qui est de plus en plus restrictif, et la situation économique des médias, notamment avec les fermetures administratives. Il faut aussi noter la dégradation continue du climat médiatique depuis le coup d'État de septembre 2021. Selon RSF, « *le régime issu du coup d'État de septembre 2021 n'a pas tenu ses promesses de garantir la liberté de la presse en Guinée. L'année 2024, suivie par l'élection de Mamadi Doumbouya à la présidence fin 2025, a consolidé un tournant dans la répression de la presse privée, avec notamment la censure de médias critiques et l'enlèvement d'un journaliste* ».

Ainsi, le score de la Guinée (48,45/100) n'est pas une note arbitraire. Car en 2026, c'est l'indicateur politique qui pèse le plus lourdement sur le pays, témoignant d'une volonté de contrôle de l'information par les autorités, loin des standards démocratiques observés chez des pays voisins comme le Ghana, ou encore la Côte d'Ivoire qui gagne 10 places grâce à une amélioration de l'indicateur économique et politique.

Comparée à ses voisins de l'Afrique de l'ouest qui ont de meilleures positions dans le classement, la situation de la Guinée est encore plus préoccupante.

Ce que vivent concrètement les journalistes guinéens

Le classement de RSF dresse un tableau précis des contraintes qui pèsent sur la presse guinéenne. Ce sont notamment :

- la fermeture en mai 2024 de quatre radios et deux télévisions privées, dont Djoma TV et Espace FM ;
- des arrestations et convocations des journalistes en octobre 2023 puis en janvier 2024;
- des pressions économiques, avec un accès prioritaire aux événements officiels et aux communications gouvernementales pour les médias publics, au détriment des organes privés.
- des lois non appliquées, comme la loi organique sur le droit d'accès à l'information, adoptée en 2020, mais toujours pas en vigueur.

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés

- des violences impunies.

Au-delà du rang global, l'indicateur de sécurité inquiète le plus. La multiplication des actes d'intimidation, la censure et l’auto-censure, ainsi que l'impunité systématique font de la Guinée l'un des pays les plus risqués de la zone pour exercer le métier de journaliste.

Pourquoi ce classement est important ?

La liberté de la presse n'est pas un enjeu réservé aux journalistes. Elle concerne chaque citoyen. Un environnement médiatique sous pression signifie moins d'enquêtes sur la corruption, moins d'informations vérifiées sur plusieurs thématiques comme la santé, l'éducation ou la gestion des ressources naturelles.

En janvier 2026, RSF avait déjà formulé dix recommandations au président Doumbouya, fraîchement élu, pour restaurer durablement la liberté de la presse et le droit à l’information dans le pays. Il s’agit de tout mettre en œuvre pour que le journaliste Habib Marouane Camara soit libéré, rétablir les licences des médias fermés sous la transition, réformer la Haute Autorité de la communication (HAC), veiller à ce qu’aucun journaliste ne soit emprisonné pour des faits liés à l’exercice de sa profession, appliquer la loi sur l’accès à l’information publique, dépénaliser les délits de presse dans l’espace numérique, garantir l’accès à Internet en toutes circonstances, dépénaliser les délits de presse dans l’espace numérique, mettre fin à l’impunité des attaques commises contre les journalistes, assurer un soutien économique transparent aux médias et garantir le pluralisme médiatique.

Elisabeth Zézé Guilavogui

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés